



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

Intempéries dans le Gard

Question au Gouvernement n° 1679

Texte de la question

INTEMPÉRIES DANS LE GARD

Mme la présidente. La parole est à M. Michel Sala.

M. Michel Sala. Cette question s'adresse à M. Christophe Béchu, ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Alors que le bilan s'alourdit, que sept personnes sont décédées et qu'un jeune garçon de 12 ans est toujours porté disparu, je souhaite m'associer à l'hommage rendu hier par mon collègue Patrick Vignal et exprimer ma profonde tristesse ainsi que ma compassion aux victimes et aux familles des victimes des graves intempéries qui ont touché plusieurs départements, parmi lesquels le Gard, dans la nuit de samedi à dimanche. *(Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent.)*

Je tiens également à réaffirmer notre gratitude pour le travail des forces de secours, encore mobilisées, et à avoir une pensée pour nos maires, qui sont toujours les premiers sur le front lorsque des événements dramatiques comme ceux de ce week-end se produisent. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NUPES. – M. Rémy Rebeyrotte applaudit également.)*

Nous savons que ces catastrophes naturelles vont malheureusement s'accroître et, très probablement, se multiplier dans les prochaines années en raison du changement climatique. Pour donner un ordre d'idée, dans le Gard, la Cèze est montée à plus de neuf mètres : du jamais-vu depuis 1976 !

En 2020 déjà, un document du Cerema, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, faisait état de la dangerosité des zones concernées par les intempéries de samedi dernier et indiquait les mesures à prendre. Cela pose la question de l'ampleur des moyens alloués à la prévention des phénomènes climatiques, mais aussi, et surtout, de l'intégration d'une culture du risque dans les politiques de sécurité publique, afin que la population soit suffisamment informée sur les gestes qui sauvent. C'est un enjeu national, sachant que, d'après un sondage Ifop d'avril 2023, 42 % des Français vivant en métropole estiment manquer d'informations sur les bons comportements et les consignes à suivre.

L'orientation du Gouvernement me laisse donc perplexe. Hier, M. Béchu – dont je me réjouis du déplacement dans le Gard aujourd'hui – évoquait le nouveau plan d'adaptation nationale au changement climatique qui doit être présenté cet été. Pourriez-vous donc nous expliquer, ainsi qu'aux 18,5 millions de Français exposés au risque d'inondation, pourquoi vous avez décidé de baisser de 500 millions d'euros les crédits du fonds Vert, justement destiné à financer les projets d'adaptation du territoire au changement climatique ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NUPES et SOC.)*

Mme la présidente. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité.

Mme Dominique Faure, ministre déléguée chargée des collectivités territoriales et de la ruralité. L'ensemble du Gouvernement et moi-même tenons, à notre tour, à adresser nos pensées les plus chaleureuses aux victimes des inondations, ainsi qu'à leurs familles et à leurs proches. Christophe Béchu a rendu pareil hommage hier : comme vous l'avez indiqué, il se trouve actuellement dans le Gard, à la demande du Premier ministre. Nous sommes tous solidaires.

L'épisode qui, ce week-end, a touché les Cévennes, et particulièrement le département du Gard, a provoqué jusqu'à 250 millimètres de pluie. Ce phénomène, qui survient habituellement à l'automne, illustre pleinement le changement climatique et la nécessité de nous adapter que vous appelez de vos vœux : nous en sommes conscients, nous sommes lucides, nous y travaillons.

Mme Clémence Guetté. Pourquoi avez-vous voté contre la création de la commission d'enquête demandée par Jean-Philippe Nilor ?

Mme Dominique Faure, ministre déléguée. Il faut nous adapter à ces phénomènes de plus en plus violents et qui se produisent désormais, nous le savons, à des périodes tout autres que précédemment. À cet égard, je tiens à souligner la qualité des prévisions – vous avez vous-même parlé de l'importance de l'anticipation –, des dispositifs de vigilance de Météo-France et du service Vigicrues. Grâce à eux, les territoires concernés ont été placés en vigilance orange pluie-inondation dès le vendredi 8 mars.

Les décès que nous avons connus sont des drames terribles. Gérald Darmanin et moi-même tenons à remercier les 110 sapeurs-pompiers,...

Mme Sophia Chikirou. Et les 500 millions ?

Mme Dominique Faure, ministre déléguée. ...les six plongeurs, les quatre équipes cynophiles et l'ensemble des agents qui restent mobilisés, très mobilisés même, pour retrouver l'enfant disparu. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NUPES.*)

Je rappelle également que le Gouvernement a décidé de lancer un projet d'extension à l'ensemble du territoire de la vigilance relative aux crues. Vous avez parlé de culture du risque et de l'ampleur de nos actions de prévention :...

M. Maxime Laisney. Et de l'austérité !

Mme Dominique Faure, ministre déléguée. ...oui, nous sommes lucides sur l'absolue nécessité de travailler sur ces questions.

M. Sébastien Delogu. Répondez sur les 500 millions !

Mme Dominique Faure, ministre déléguée. La réalisation de ce projet ambitieux nécessitera de redéployer des moyens humains au sein du ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

Mme la présidente. Merci, madame la ministre.

Mme Sophia Chikirou. Vous jouez la montre !

Mme Dominique Faure, ministre déléguée. Christophe Béchu et son ministère sont déjà au travail : c'est un enjeu majeur pour nous tous, mesdames et messieurs les députés. (*Mme la présidente coupe le micro de Mme la ministre déléguée, dont le temps de parole est écoulé.* – *Exclamations sur les bancs du groupe LFI-*

NUPES.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Sala](#)

Circonscription : Gard (5^e circonscription) - La France insoumise - Nouvelle Union Populaire écologique et sociale

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1679

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Collectivités territoriales et ruralité

Ministère attributaire : Collectivités territoriales et ruralité

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 mars 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mars 2024